



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

filière administrative

Question écrite n° 57465

Texte de la question

M. André Lebrun souhaite appeler l'attention de M. le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat sur la situation des secrétaires de mairie, emplois statutaires en voie d'extinction. Il lui expose que la direction des services d'une collectivité locale est une fonction de plus en plus difficile à exercer en raison de différents facteurs. En effet, l'évolution constante et la complexité de plus en plus grande de la réglementation, la nécessité de prendre en compte les normes européennes dans le cadre de la gestion locale, le développement des partenaires institutionnels publics ou para-publics ne simplifient pas la lecture de l'environnement administratif. Quant à l'accroissement des responsabilités des gestionnaires locaux, s'il est relativement préoccupant en matière administrative et civile, il inquiète dans le domaine pénal. Cette fonction de direction, le secrétaire de mairie l'assume entièrement bien qu'il ne dispose pas, à l'instar de ses collègues de communes de strate démographique importante, d'une équipe étoffée de collaborateurs lui permettant de mener les analyses rétrospectives ou prospectives nécessaires. Pourtant, le décret n° 88-631 du 8 mai 1988 ne prévoit pas l'octroi à cet agent de la prime de responsabilité qu'il institue pour ses homologues de collectivités supérieures. En outre, le même agent ne peut prétendre, comme les titulaires d'un emploi fonctionnel de directeur général de communes de plus de 5 000 habitants, à l'attribution d'un logement de fonction, d'un véhicule par nécessité absolue de service et d'un remboursement des frais de représentation induits. Fort de ces constats regrettables, il souhaite connaître les mesures que M. le ministre entend prendre afin de mettre fin aux disparités entre ces diverses fonctions, requérant cependant des compétences similaires, confrontées à des responsabilités identiques et encourant les mêmes risques et connaître la position de M. le ministre sur l'éventuelle intégration des secrétaires de mairie dans le grade d'attaché territorial, dans la mesure où cet emploi se situe dans la catégorie A.

Texte de la réponse

Les conditions d'exercice des fonctions de « secrétaire de mairie » dans les 34 000 communes dont la population ne dépasse pas 3 500 habitants correspondent à une diversité de situations statutaires, notamment en fonction de la taille des communes, à laquelle les représentants des élus locaux et en particulier l'Association des maires de France demeurent attachés, compte tenu de l'hétérogénéité des besoins. Il convient de rappeler que ces fonctions, dans les communes de moins de 2 000 habitants, peuvent être actuellement assurées par des fonctionnaires relevant de quatre cadres d'emplois différents : adjoints administratifs, rédacteurs, secrétaires de mairie et attachés. Pour les communes comprises entre 2 000 et 3 500 habitants, les fonctions sont exercées soit par les secrétaires de mairie, soit par des attachés. Au-delà, seuls ces derniers sont compétents. Au regard des préoccupations des élus municipaux, il n'est pas envisagé de supprimer cette diversité. En revanche, il y a lieu de tendre vers une meilleure reconnaissance et une amélioration des possibilités de carrière, la principale mesure passant par une transformation de la situation du cadre d'emplois des secrétaires de mairie. En ce sens, le Gouvernement a présenté au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, le 14 février 2001, une série d'orientations à ce sujet. Est d'abord envisagée l'ouverture d'une possibilité d'intégration des secrétaires de mairie dans le cadre d'emplois des attachés. Au-delà de la réforme importante dont a bénéficié en août 1995 le

cadre d'emplois des secrétaires de mairie (passage de la catégorie B à la catégorie A), celui-ci n'en continue pas moins, en effet, de connaître des difficultés. Elles tiennent pour l'essentiel au caractère atypique du statut qui ne différencie pas grade et emploi, et ne favorise pas suffisamment la fluidité des déroulements de carrière et la mobilité fonctionnelle des agents. Pour remédier à ces difficultés et offrir en particulier des possibilités de gestion et de déroulement des carrières plus complètes, il est souhaitable que les intéressés puissent être intégrés dans un autre cadre d'emplois de catégorie A, « généraliste » : c'est pourquoi est envisagée une possibilité d'intégration sous conditions, pour ces fonctionnaires, au nombre de 19 760 au 1er janvier 1998 (source INSEE), dans le cadre d'emplois des attachés territoriaux. Jusqu'ici, un mécanisme d'intégration lié non pas à la création (constitution initiale) ou la transformation d'un cadre d'emplois mais consistant à « déplacer » les agents relevant d'un cadre d'emplois vers un autre cadre d'emplois existant se heurtait à des difficultés juridiques. La loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale a remédié aux difficultés juridiques rencontrées jusqu'ici, en modifiant l'article 38 de la loi précitée. La variété des niveaux de qualification et de recrutement des actuels secrétaires de mairie comme le souci de veiller à un équilibre avec les agents relevant actuellement du cadre d'emplois des attachés territoriaux justifient une évolution progressive assortie de mécanismes de sélection. La solution envisagée consisterait à permettre de façon progressive - sur une période suffisamment longue pour éviter en particulier de bouleverser l'équilibre du cadre d'emplois des attachés dont l'effectif (22 040 titulaires) n'est que légèrement supérieur à celui des secrétaires de mairie - d'intégrer les secrétaires de mairie dans le cadre d'emplois des attachés sous condition d'ancienneté et de réussite à un examen professionnel. Pour les titulaires d'un diplôme du niveau bac + 3, l'examen professionnel pourrait être allégé. Cette mesure d'intégration conduirait à ce que le poste de secrétaire de mairie dans les communes de plus de 2 000 habitants ait vocation désormais à être occupé par les seuls attachés. Parallèlement, le cadre d'emplois serait mis en extinction. Pour ceux qui ne seraient pas intégrés, leur situation individuelle serait préservée, en leur accordant la possibilité de rester sur place. Par ailleurs, est également envisagée une mesure exceptionnelle, pendant une période transitoire, d'assouplissement du quota de promotion interne en faveur des adjoints administratifs exerçant des fonctions de secrétaire d'une commune de moins de 2 000 habitants, pour leur permettre d'accéder plus aisément, après examen professionnel, au cadre d'emplois des rédacteurs. L'ensemble de ces orientations donneront lieu dans les mois à venir à une concertation la plus large possible de tous les partenaires concernés. L'objectif est de parvenir à la présentation d'un projet de décret au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale avant l'été 2001.

Données clés

Auteur : [M. André Lebrun](#)

Circonscription : Nord (7^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 57465

Rubrique : Fonction publique territoriale

Ministère interrogé : fonction publique et réforme de l'État

Ministère attributaire : fonction publique et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 février 2001, page 746

Réponse publiée le : 2 avril 2001, page 1993